

Envoi d'un nouveau contingent français au Tchad?

B 8

la tribune

Forum

Finance
Agriculture
Informations

p. 3
p. 4
p. 6 et 8

Les cinq grandes puissances nucléaires

Un sommet aujourd'hui plus près de se réaliser que voilà un an

— Pierre Trudeau

MONTREAL (PC) — L'ex-premier ministre Pierre Trudeau estime qu'un sommet des cinq grandes puissances nucléaires est aujourd'hui plus près de se réaliser qu'au moment où il en avait proposé la tenue il y a un an.

Dans une entrevue diffusée dimanche matin sur les ondes de Radio-Canada, M. Trudeau exprime l'opinion que les politiciens commencent maintenant à prendre conscience du fait qu'ils ont été "trop souvent écartés des négociations pour la paix".

Ces négociations, a-t-il affirmé au cours de l'interview réalisée la semaine dernière alors qu'il venait tout juste de recevoir le prix Albert Einstein 1983, ont toujours été menées "par des experts et des technocrates qui pèsent des chaires de mouche, si vous me passez l'expression", et auxquels il ne revient pas de faire des jugements politiques.

M. Trudeau estime que le rôle des politiciens doit être précisément de fixer les orientations politiques, sans se laisser écraser sous le poids des difficultés techniques, "extraordinairement complexes et intellectuellement abstraites", que

M. Trudeau croit que sa croisade pour la paix, qui l'a conduit dans 17 pays, a contribué à la politisation l'année dernière de la conférence de Stockholm, à laquelle ont participé des ministres des Affaires extérieures, plutôt que des ambassadeurs et des experts militaires.

Il estime en outre que le déploiement des missiles américains en Europe marque la fin d'un chapitre dans les relations Est-Ouest et que le temps est maintenant venu pour les chefs de gouvernement occidentaux de faire la preuve de leur volonté de négocier.

Prolifération

M. Trudeau voit dans la prolifération des armements nucléaires une menace extrêmement importante à la paix mondiale. On évalue à 22 le nombre de pays qui pourrissent les négociations de paix et de désarmement.

raient posséder la bombe atomique en l'an 2000.

"Je ne suis pas de ceux qui croient que la guerre nucléaire totale, si elle vient, viendra parce que l'une des deux grandes puissances décidera de détruire l'autre, puisque chacune a maintenant la preuve qu'en détruisant l'autre, elle se détruit elle-même.

"Je crois que le risque est beaucoup plus grand d'une guerre nucléaire commencée par une puissance moindre, dans laquelle les grandes puissances seraient inévitablement entraînées. C'est pour cette raison qu'il faut tout faire pour empêcher cette prolifération."

Les reproches qui lui ont été adressés par certains conseillers de la Maison-Blanche et de l'OTAN n'inquiètent pas M. Trudeau, qui ne voit pas de contradiction dans le fait que le gouvernement canadien se soit permis dans le passé de mettre en doute la crédibilité d'une alliance dont il est un membre fidèle.

M. Trudeau perçoit au contraire une contradiction dans le fait qu'un pays membre de l'OTAN, "regroupement de pays démocratiques", ne puisse exprimer librement ses opi-

nions et formuler des critiques à l'égard de l'alliance militaire. "On peut faire une critique sans passer pour subversif", a-t-il déclaré en entrevue.

M. Trudeau a répété les propos qu'il tenait la semaine dernière à Washington au moment de recevoir son prix, à l'effet que les conseillers de la Maison-Blanche, bien davantage que le président Reagan lui-même, lui en voulaient pour avoir émis des critiques à l'égard du processus de négociation de paix et de l'alliance militaire occidentale.

Avenir politique

M. Trudeau croit qu'il est encore beaucoup trop tôt pour se prononcer sur le nouveau gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney en matière de désarmement et de relations extérieures. L'avenir dira si M. Mulroney souhaite prendre ses distances face aux États-Unis tout en demeurant un bon ami, a-t-il déclaré.

L'ex-premier ministre n'a pas été plus loquace sur son avenir. "Je n'ai pas de plan très précis", a-t-il simplement affirmé, avant d'ajouter qu'il participera à la réunion sur la paix et le désarmement convoquée par le premier ministre de la Suède, M. Olof Palme.

Invité à commenter la possibilité d'occuper un poste politique important au sein d'une organisation internationale comme l'ONU par exemple, M. Trudeau a refusé de se prononcer "pour ne pas encourager les gens à venir interrompre ma période de réflexion et de réadaptation à la vie civile".



192 millions \$ récupérés par le biais des frais de services?

OTTAWA (PC) — Le nouveau gouvernement conservateur entend récupérer un montant de \$192,7 millions en augmentant les frais de nombreux services offerts à la population.

Dans son énoncé économique, présenté au début du mois aux Communes, le ministre des Finances Michael Wilson a fait part de l'intention du gouvernement de réduire de \$4,2 milliards le déficit fédéral.

Certaines études démontrent que le gouvernement a dispensé des services en dessous de leur coût réel et qu'il doit maintenant augmenter ses honoraires afin de partager équitablement "le fardeau de ces services".

La plupart des ministères sont donc en train d'élaborer leurs nouvelles grilles de tarifs, dont l'implantation pourrait se faire au cours de la prochaine année.

Les nouvelles mesures envisagées par l'Etat entraîneront donc des frais additionnels dans de nombreux secteurs:

— les couples qui entament des procédures de divorce devront débours des frais de \$10 pour obtenir leur certificat de séparation;

— la plupart des services offerts par Parcs Canada coûteront plus cher, tandis que le ministère de l'Environnement instaurera des frais pour les renseignements sur la météo;

— la taxe d'aéroport sera haussée de huit à neuf pour cent, portant le coût maximum de \$23 à \$30 pour les vols au pays et entre le Canada et les États-Unis. Pour les vols internationaux, la taxe sera portée de \$12,50 à \$15;

— le ministère des Transports prévoit augmenter les frais de stationnement dans les aéroports, haussant le coût de location des ter-

rains et des édifices dans les aéroports, de même que ceux de nombreux services liés au transport maritime;

— le secrétaire d'Etat a déjà confirmé que les frais pour devenir citoyen canadien seront triplés pour les enfants et plus que doublés pour les adultes. Une demande de citoyenneté pour un mineur coûtera \$25, au lieu de \$8, et \$40 au lieu de \$15, pour un adulte;

— Parcs Canada a confirmé de son côté que les permis d'entrée dans les parcs nationaux passeront de \$1 à \$3 pour les véhicules motorisés, et que les permis annuels qui étaient de \$10, seront maintenant de \$30;

Des hausses sont prévues ailleurs également:

— les permis de radiodiffusion émis par le ministère des Communications;

— les frais de services agricoles, comme l'inspection de la nourriture, et les assurances sur la qualité des engrais, fertilisants, semences et pesticides, de même que l'enregistrement du bétail;

— les frais de brevets d'invention, et ceux de gestion des faillites, des services aux entreprises et d'inspection des appareils de poids et mesures, dispensés par le ministère de la Consommation;

— les divers services offerts dans le secteur des pêcheries (frais d'embarquement, inspection des importations, permis étrangers, relevés océanographique et hydrographique);

— les frais d'obtention de visas ou de citoyenneté, auprès du Soliciteur général;

— les taux de location pour les commerces et le stationnement auprès du ministère des Travaux publics.

Les Canadiens devront débours davantage pour se déplacer

OTTAWA (PC) — Les Canadiens devront débours davantage l'an prochain pour se déplacer ou faire livrer des marchandises, avec les modifications envisagées par le gouvernement fédéral, dans le cadre d'une nouvelle politique sur le transport.

Dans un document qu'il a déposé au début du mois devant les Communes, au moment où il a fait son énoncé économique, le ministre des Finances Michael Wilson a fait allusion à un "programme législatif destiné à faire face aux réalités des années 80 et 90".

Son intention de réduire le déficit fédéral de \$4,2 milliards comporte une diminution de \$287,1 millions au budget du ministère des Transports pour l'année 1985-86. Un somme d'au moins \$130 millions serait ainsi retirée des programmes de subventions pour le transport, qui s'élevaient habituellement à environ \$1,4 milliard par année.

Le gouvernement espère ainsi

"stimuler la concurrence et l'efficacité" des réseaux de transport au pays.

Les modifications envisagées, comme la réduction des services de traversiers sur la côte atlantique et la hausse des tarifs de stationnement dans les aéroports, affecteraient tous les Canadiens. Dans son exposé économique, le gouvernement entend trouver des moyens d'améliorer la concurrence entre compagnies de chemin de fer, de réviser les activités du transport maritime et de réexaminer le fonctionnement de certaines sociétés de la couronne comme Via Rail.

Le gouvernement conservateur entend stimuler l'investissement privé dans les services de transport, comme Via Rail. Le ministre Wilson a d'ailleurs déclaré aux Communes: "Dans les transports comme dans les autres secteurs de l'économie, le gouvernement a trop longtemps nui à l'esprit d'entrepre-

Du FLAIR...

SI VOUS APPRÉCIEZ
LE LONDON DRY GIN DE SCHENLEY,
VOUS AVEZ DU FLAIR.

VOUS AVEZ DÉCOUVERT QU'UN EXCELLENT GIN
N'EST PAS NÉCESSAIREMENT IMPORTÉ.

SCHENLEY
LONDON DRY GIN

Place à la grève en tout temps?

Le président de la CSN, Gérard Larose, a bien raison quand il affirme que le règlement du conflit à l'hôpital Saint-Julien de Saint-Ferdinand constitue une victoire pour le mouvement syndical. Les 25 employés congédiés le demeurent, mais cette mesure est suspendue, comme l'a entre autres si bien expliqué le ministre Camille Laurin, dans une belle acrobatie oratoire.

Les propos du président de la CSN ne sont pas rassurants pour les malades des autres hôpitaux du Québec. La "déjudiciarisation" du dossier de Saint-Julien, comme l'a décrite M. Larose, est un bien grand mot compliqué dont la signification pourrait être lourde de conséquences. Cette nouvelle "approche" des relations de travail dans les secteurs public et para-public se traduira-t-elle par le déclenchement de grève illégale partout où la CSN pourrait en voir la nécessité?

Cette formule "magique" qui signifie, comme l'a exprimé M. Larose, le retour au "statu quo ante", est loin d'être rassurante pour la population. Ainsi, cette dernière risque maintenant d'être prise en otage à tout moment par n'importe lequel groupe syndical, si cette nouvelle "philosophie" se généralise.

La présidente du syndicat de Saint-Julien vient

d'ailleurs d'en faire la preuve en lançant un ultimatum: si le tribunal d'arbitrage maintient l'un des 25 congédiements, les employés débraieront de nouveau. A Varennes, un autre syndicat CSN menace de rééditer le conflit de Saint-Julien si la situation ne change pas au Foyer Lajemmerais.

Et les administrateurs des établissements de santé n'ont qu'à bien se tenir si les syndicats décident de les mettre au pas. L'Association des hôpitaux du Québec a raison de craindre les répercussions de ce règlement. Le gouvernement québécois vient de créer un dangereux précédent en passant par-dessus la tête des administrateurs de l'hôpital psychiatrique. On peut imaginer facilement le type de relations de travail qui aura maintenant cours à Saint-Julien et dans les autres institutions du genre.

Le conflit a bien pris fin. Mais ce règlement n'a pas mis un terme à l'éternel débat sur les conflits dans les secteurs névralgiques comme celui de la santé. Et il sera impossible de ne pas se remémorer les incidents survenus à Saint-Ferdinand pendant cette grève illégale finalement "déjudiciarisée". Après la nébuleuse notion de services essentiels, place maintenant à la "déjudiciarisation".

Jean Roy

BILLET

Rayons de soleil

Le temps ne manque jamais, il est mal utilisé.

— 0 —

Il arrive trop fréquemment que ceux qui dénoncent ce qu'ils jugent des excès le fassent en exagérant.

— 0 —

La vie est une école semblable à toutes les écoles. On n'y acquiert son diplôme que lorsque l'on en sort. Et tant pis si on a raté l'examen. Il n'y a pas de reprise.

— 0 —

Faire de l'éducation sans remontrance et punition, c'est

comme cuire le pain sans ajouter de levure.

— 0 —

A ceux qui n'aiment pas que la télévision nous montre les Ethiopiens en train de mourir de faim, je demande ce qu'ils ont fait pour empêcher au moins un de crever.

— 0 —

Ne pas croire au surnaturel, c'est un acte contre nature.

— 0 —

L'humour ne consiste pas principalement à rire des autres, mais à rire de soi.

— 0 —

Albatros des mers

SONDAGE GALLUP

La lutte au chômage: une priorité

Les sondages Gallup ont identifié au cours des sept dernières années le chômage comme une cible majeure d'action gouvernementale et aujourd'hui les trois quarts de l'électorat donnent priorité à ce problème devant l'inflation. Et la plupart des Canadiens croient que ce problème peut être résolu, si de

bonnes mesures ont appliquées.

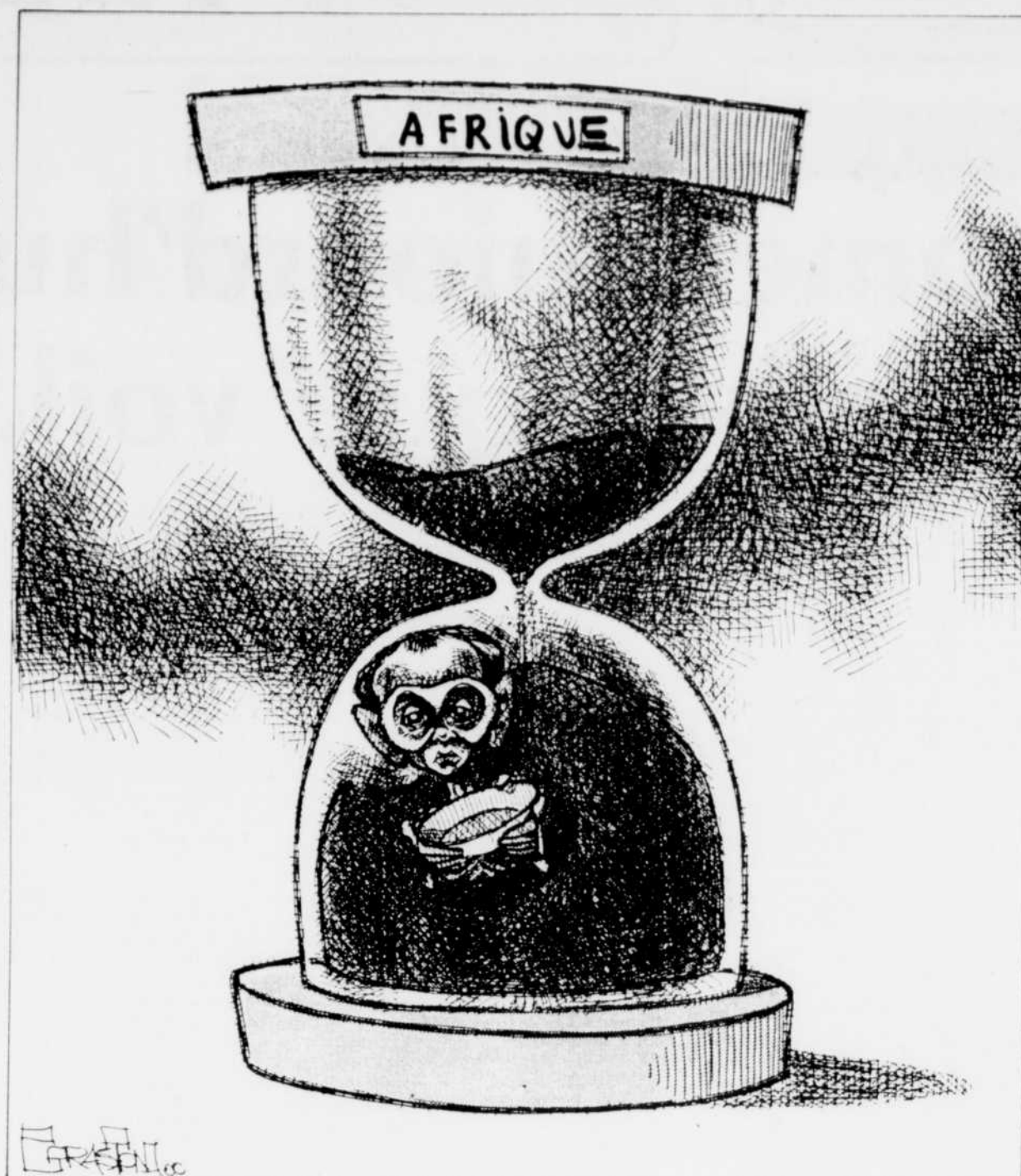
Cette question a été posée à 1051 personnes entre le 11 et le 13 octobre: "Selon vous, à quoi le gouvernement devrait-il accorder une plus grande importance: à essayer de réduire l'inflation ou de réduire le chômage?"

	INFLATION	CHOMAGE	SANS OPINION
Octobre 1984	22%	74%	4%
Février 1983	28%	65%	7%
Février 1982	43%	48%	9%
Janvier 1977	42%	48%	9%
Mars 1975	58%	35%	7%
Maritimes	18%	78%	5%
Québec	14%	84%	2%
Ontario	28%	69%	3%
Prairies	27%	67%	7%
Col. Brit.	16%	78%	7%

La deuxième question était celle-ci: Croyez-vous que le taux élevé de chômage est le type de problème qu'aucun gouvernement ne peut

vraiment résoudre ou si vous croyez qu'il peut être résolu si un gouvernement s'efforce d'utiliser les bonnes mesures?"

	Insoluble	Soluble si...	Ne savent pas
Canada	16%	78%	7%
Maritimes	13%	80%	6%
Québec	11%	83%	6%
Ontario	19%	75%	6%
Prairies	18%	76%	6%
Col. brit.	15%	77%	8%



L'OPINION DES LECTEURS

Précisions sur des travaux communautaires

M. Gilles Fortin
VALCOURT
M. Mario Mercier
Regroupement des jeunes
SHERBROOKE

La présente faite suite à un article publié dans le journal "La Tribune" du 27 octobre dernier, et intitulé "Travaux communautaires à Valcourt: démission de cinq jeunes qui se disent exploités". Les propos mensongers contenus dans cet article nous amènent à vous préciser les choses suivantes:

1- Il est complètement faux d'affirmer que cinq jeunes ont démissionné: après vérification auprès des jeunes eux-mêmes, trois jeunes nous ont affirmé ne pas vouloir démissionner et nous ont même fait part de leur intention de continuer leur engagement, et une autre personne quitte le projet pour des raisons personnelles et familiales qui n'ont rien à voir avec les raisons évoquées dans l'article. Un seul participant a donc démissionné parce que non satisfait du programme! 2- Il est complètement faux d'affirmer que le responsable du service de maintien à domicile du CLSC du Val Saint-François, M. Marcel Beaudoin, a obligé M. Gilles Fortin à s'engager dans le projet de services aux personnes avant besoin d'aide à domicile. Il est déplorable que vous vous soyez ainsi attaqué à l'intégrité de M. Marcel Beaudoin dont l'honnêteté et la crédibilité ne sont plus à démontrer dans le milieu! M. Gilles Fortin s'est engagé de façon totalement volontaire dans ce projet de travaux communautaires, et il est également totalement libre de s'en retirer s'il ne veut plus continuer!

3- Il est également complètement faux d'affirmer que Marcel Beaudoin n'a pas respecté les ententes conclues avec les volontaires. Tel que convenu, Marcel Beaudoin a toujours apporté une attention particulière à bien évaluer les demandes et à bien coordonner le service. Dans les ententes conclues, le responsable du service de maintien à domicile établit un horaire de services, mais il est entendu également que chaque jeune doit prendre sur sa propre responsabilité de

s'assurer que ses rendez-vous sont confirmés. Il est donc plus juste de dire que de toute évidence M. Gilles Fortin ne semble pas avoir assumé ses propres responsabilités, ni même respecté lui-même l'entente établie au départ avec Marcel Beaudoin. Il faut aussi comprendre qu'il arrive régulièrement dans ce domaine, que pour toutes sortes de raisons, les gens doivent modifier à la dernière minute leur programme de la journée.

4- Dans le domaine des services à domicile, il est effectivement vrai, comme M. Gilles Fortin a eu la chance de le constater et de l'expérimenter lui-même, que les travaux à effectuer et les services à rendre sont très exigeants. Nous ne pouvons rien à cet état de fait, et quand on travaille dans ce domaine, notre devoir et notre rôle est de rendre ces services parfois difficiles. Toutefois, pour ceux qui veulent vraiment rendre service aux personnes dans le besoin, l'ensemble des tâches à effectuer devient quelque chose d'extrêmement gratifiant pour celui qui a vraiment à cœur d'aider ceux qui ont besoin d'aide. Etant donné cet état de fait, si M. Gilles Fortin n'était pas prêt à accepter cette réalité là, il a fait effectivement la meilleure chose qu'il lui restait à faire, c'est-à-dire se retirer du projet.

5- En ce qui a trait au montant supplémentaire de \$100.00 par mois qui est ajouté par certains autres organismes comme les commissions scolaires ou les municipalités, la corporation a but non lucratif qui pilote le projet, et le CLSC qui y collabore, ne disposent tout simplement pas des moyens financiers pouvant leur permettre d'accorder aux jeunes participants ce montant additionnel de \$100.00. Cette revendication, que nous croyons par ailleurs fort légitime, devrait être adressée aux instances gouvernementales concernées, afin qu'on puisse remédier à cette situation de déséquilibre entre les divers secteurs.

6- Même si effectivement, nous aussi, nous préférierions avoir la possibilité de disposer de budgets suffisants, ou de nous prévaloir de

programmes de création d'emplois, permettant l'engagement de travailleurs salariés, nous n'en sommes pas moins quand même d'accord avec la philosophie du programme "Travaux communautaires". En effet, nous croyons qu'il est préférable de permettre à des jeunes temporairement sans emploi de rendre service à la communauté et d'acquiescer une certaine expérience de travail durant une période transitoire, plutôt que de demeurer inactif.

7- Finalement, comme établissement responsable des services à fournir aux personnes et familles avant besoin d'aide à domicile, le CLSC du Val Saint-François utilise les programmes mis de l'avant par les gouvernements, autant provincial que fédéral. Nous nous prévalons donc de ce qui est offert, et actuellement ce qui est offert, ce sont justement les programmes du genre "Travaux communautaires". D'ailleurs, dans le domaine des affaires sociales, l'exemple des services d'aide à domicile a été au début le premier exemple donné pour l'utilisation de ce programme. Or, si vous n'êtes pas satisfait ou d'accord avec ces programmes, nous vous suggérons donc d'adresser vos doléances à qui de droit, c'est-à-dire aux différentes instances gouvernementales responsables de ces programmes.

Quant à nous, nous essayons de rendre les meilleurs services possibles, compte-tenu des maigres ressources dont nous disposons et des programmes qui nous sont offerts.

Espérant que ces quelques précisions contribueront à corriger les faussetés contenues dans le journal "La Tribune" du 27 octobre 1984 et à rétablir les faits dans une juste perspective, nous vous assurons de notre volonté ferme d'aider les jeunes participants du projet "Travaux communautaires" qui voudront librement s'engager dans de tels services à la communauté.

Pierre Lalande
Directeur général
Marcel Beaudoin
Responsable du service
de maintien à domicile

Une idée fixe des péquistes

Un groupe de ministres du cabinet Lévesque vient de publier une déclaration où ils exposent leur idée fixe sur la souveraineté du Québec suivant laquelle la fameuse souveraineté permettrait à l'Etat du Québec de réaliser le plein emploi, de relancer les pêches maritimes, de réaliser des projets avant-gardistes et ses projets de société.

Seule la souveraineté du Québec, suivant les tenants du séparatisme, permettrait à son gouvernement de réaliser le plein emploi et les projets de société dont on parle sans jamais les définir.

Les Etats-Unis sont un état souverain: ils le sont même dans beaucoup de pays étrangers à travers le monde et cependant ne peuvent réaliser le plein emploi ni chez-eux,

ni ailleurs. Le Canada, l'Angleterre, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, etc., les Etats de l'Ouest, sont souverains, et cependant le chômage est élevé dans tous ces pays, et augmente même dans plusieurs.

Quels trucs miraculeux le "Québec libre" pourrait-il inventer pour réaliser le plein emploi? On ne nous le dit pas. Le P.Q. parle d'étapisme. Consisterait-il à donner la potion magique à petite dose pour ne pas tuer le patient, ou à l'administrer tout d'un coup?

Et pourquoi ne pas nous décrire ce fameux projet de société, qui semble un secret? Si au prochain scrutin on est appelé par le P.Q. à voter pour lui en même temps que pour son option souverainiste et son projet de société, c'est-à-dire surtout pour ce projet, il est essentiel qu'il nous soit clairement exposé.

Denis Tremblay
Architecte

Le retour de P.Elliott Trudeau

Pierre Elliott Trudeau a laissé entendre que si on voulait le provoquer, il pourrait effectuer un retour en politique. Qu'en pensez-vous? Faites-nous parvenir votre opinion à: La Tribune-Forum, 1950 Roy, J1K, 2X8. Les lettres doivent être bien identifiées.

POINT DE VUE

Comme une réparation

On était encore sous le choc émotif que nous avait causé l'enlèvement du petit Viens qui devait trouver une fin plus que tragique. On était encore sous le déchirement des images en provenance de l'Ethiopie où les enfants sont écrasés par la souffrance, enlaidis par le manque de vivres, privés de leur légèreté naturelle, de leur insouciance angélique, quand on a eu droit à une rosée: le salon de l'enfance, le premier à Sherbrooke, du 15 au 18 novembre, au manège militaire.

Il y a là comme une réparation pour tout ce qu'on fait endurer aux enfants "ailleurs" et à travers le MONDE en ne les nourrissant pas, en ne les instruisant pas, en ne leur assurant pas la stabilité du couple qui leur est nécessaire pour se développer harmonieusement.

Les enfants-visiteurs étaient plus drôles, plus spontanés que les clowns rétribués qui avaient une joie forcée de mercenaires. Les parents-accompagnateurs étaient sucrés d'orge: ils venaient pour leurs enfants.

Parmi les exposants, on était fier de retrouver un responsable de la Bibliothèque municipale qui démontrait qu'un lecteur se forme quand il est jeune, quand il est enfant. Il y avait des rendez-vous, des vendeurs de livres professionnels, qui se faisaient moins commerçants et plus intéressés à l'enfant.

Dans un kiosque, un peu seul, abandonné, on retrouvait même un anachorète qui, au nom des parents catholiques, rappelait de s'opposer à la loi 3. Les enfants ne semblent pas bien forts sur les polémiques ou les moyens de pressions, ils préféraient les crayons de couleur pour s'EXPRIMER, pour sortir les rayons de SOLEIL, qu'ils avaient dans le cœur. Il y avait... Il y avait... Bien sûr, des jouets faits à la main, des habits, des tricots, de l'artisanat.

A ce premier salon de l'enfant, il y avait surtout la création d'un vaste espace extérieur et intérieur où l'enfant avait la place prépondérante, la place d'honneur. Cela reposait de longues et fastidieuses procédures judiciaires contre des médecins qui ne trouvent d'autres débouchés pour le futur de l'enfant que le noir froid et anesthésiant du sac à poubelle en tout point semblable à celui que l'on utilise à la maison pour les ordures.

Les adultes moniteurs qui entraînaient les enfants pour devenir émeutes de la Roumaine Nadia aux barres fixes, aux barres parallèles avaient ce privilège de la simplicité qui faisait que les enfants entraînés les traitaient comme des égaux ou presque.

Les enfants-visiteurs formaient un immense carrousel qui tournait et tournait. De temps en temps il s'arrêtait et on apercevait avec JOIE, reconnaissance, un Petit Prince, un petit Mozart, une petite fée, orque et délice de sa mère. On rencontrait des adultes qui grattaient en eux en se demandant: Est-ce que j'ai tué l'enfant au plus profond de mon être?

Si on voulait penser à quelques ajouts, on aurait bien vu la pertinence d'un écran géant où on aurait protégé des frimousses d'enfants émerveillés, ébahis, interrogateurs... On aurait bien vu également la présence de Foyers-Secours, de l'oeuvre du grand frère dans le but de se faire connaître et de renseigner le public.

Ce premier salon de l'enfant miré dans les yeux du jeune François qui mangeait E.T. des yeux, est une initiative bien orientée qui mérite de s'assurer des assises durables.

Gilles Légaré

la tribune la finance et l'économie

Les personnalités de notre économie

"Il faut séparer le travail et la vie privée pour maintenir de bonnes relations d'affaires"

— M. Claude Vaillancourt

SHERBROOKE — "Chacun de notre côté, nous n'aurions jamais osé partir en affaires. Ensemble, nous avons été capables de commencer à zéro et de bâtir une entreprise qui se taille une place de plus en plus importante dans son secteur."

Les Engrenages de Sherbrooke, une compagnie spécialisée dans la fabrication d'engrenages indispensables au fonctionnement de multiples entreprises, reposent en effet

un fils d'ex-agriculteur et de camionneur, avait toujours rêvé d'étudier la mécanique automobile. Toutefois, lorsqu'il visite les divers départements de son école, il tom-

la-dedans et je ne l'ai jamais regretté." Son partenaire, M. Vaillancourt, a vécu une situation semblable. Lui, il demeurait tout près d'une école qui offrait ces cours d'ajustage mécanique. "J'avais une quinzaine d'années. Je passais souvent devant l'école et je voyais par la fenêtre ces gros appareils. Je me disais: quand j'aurai dix-sept ans, c'est là-dedans que je vais me lancer. Je n'ai jamais voulu faire autre chose."

Le destin a voulu que M. Hallé, qui est né à St-Sébastien avant de s'établir à Sherbrooke, travaille dans la même entreprise que M. Vaillancourt, un exilé de Cabano où un incendie avait détruit la seule entreprise capable de faire vivre les gens du coin.

"Il y a quelques années que je songeais à partir ma propre entreprise. Mais seul, je ne pouvais rien faire. Ça me prenait à tout prix un

partenaire. J'en parlais à des confrères mais ils hésitaient à laisser leur emploi pour l'aventure. Avec Claude, ça a cliqué... On ne pouvait pas partir plus à zéro que ça. Au début, nous n'étions que deux, dans un petit atelier sur la 8e Avenue. On a grossi peu à peu. On s'est taillé un nom", explique M. Hallé.

Des heures

Aujourd'hui, la compagnie installée rue Galt est, embauche 24 personnes dans une bâtisse de plus de 12.000 pieds carrés. L'an passé, elle a franchi le cap du million de dollars de chiffre d'affaires.

"Les choses ne se sont pas faites toutes seules. On en a mis des heures. On ne les a pas comptées. On ne les compte pas encore. On travaillait les soirs et les fins de semaines", souligne M. Vaillancourt.

Mais il y a encore davantage pour expliquer les succès d'une entreprise qui recrute sa clientèle,

non seulement en région, mais un peu partout au Québec et aussi loin que Sept-Îles.

"Il ne faut pas le dire trop fort mais il n'y a pas beaucoup d'entreprises qui se spécialisent dans la fabrication d'engrenages. Il y en a de très grosses à Montréal et à Québec. Nous, nous avons bâti notre réputation sur l'excellence de nos pièces et sur un service personnalisé et rapide que ne peuvent offrir les grosses compagnies dont les carnets de commande sont bouclés pour des mois... Bien souvent, des clients viennent nous voir sans que nous les sollicitions. Nous, on se serait contentés depuis longtemps mais on grossit toujours, un peu malgré nous. On suit la demande. Pour nous, c'est le bouche à oreille qui fait que des compagnies minières de la Côte-Nord ou des compagnies de textile de la Mauricie s'adressent à nous pour obtenir des pièces", indique M. Hallé.

Mariés tous les deux, M. Hallé est le père de quatre enfants, M. Vaillancourt, de deux. Tous les deux sont amateurs de pêche et de golf, tous les deux possèdent, chacun, un énorme bateau qui mouille sur le Memphrémagog. Mais, une fois le travail terminé, ils partent chacun de leur côté. "Il faut séparer le travail et la vie privée. C'est la meilleure façon de maintenir de bonnes relations d'affaires. Le fait d'être deux associés n'a jamais créé de problèmes. Nous sommes comme un vieux couple", déclare M. Vaillancourt.

"Il y avait un risque lorsque nous sommes partis en affaires. Mais on avait regardé les choses sous tous les angles. On savait qu'il n'y avait personne en région dans ce domaine et on savait qu'on s'entendrait bien ensemble. On ne s'est pas trompé. Si c'était à refaire, je recommencerais sans hésiter", conclut M. Hallé.

Gilles Fiset



sur les épaules de deux associés, MM. Réjean Hallé et Claude Vaillancourt, deux hommes qui se complètent à merveille, disent-ils.

Il y a en effet beaucoup de ressemblance chez ces deux partenaires. Ainsi, par exemple, M. Hallé,

be littéralement en pâmoison devant les énormes appareils de l'atelier d'ajustage mécanique. "Quand j'ai vu ces appareils capables de forger une pièce à partir d'un amas de métal, j'ai su que ma voie était trouvée. Je me suis lancé

L'hôtel Mont-Royal fermé
La fin d'une grande institution montréalaise

MONTREAL (PC) — L'hôtel Mont-Royal, qui a déjà été le lieu de rencontre de la haute société montréalaise, a définitivement fermé ses portes samedi, après 62 ans d'existence, sonnant ainsi le glas de toute une époque.

Avec ses 1.046 chambres, le Mont-Royal était le plus grand hôtel de l'Empire britannique au moment de son ouverture, le 20 décembre 1922.

Le premier ministre du Québec, Sir Lomer Gouin, avait alors posé la première pierre de l'édifice, tandis que son homologue canadien Lyon Mackenzie avait livré un discours de circonstance.

L'hôtel était orné de grandes colonnes blanches et la belle musique des pianos à queue hante peut-être

encore la mémoire de ceux qui ont fréquenté les lieux.

Les propriétaires, S. B. McLaughlin et associés, prévoient transformer d'ici 1986 l'hôtel en édifice à bureaux, avec des restaurants et des boutiques.

Les rendez-vous et les bals de graduation au célèbre bar-restaurant Kon Tiki, ne seront eux-aussi bientôt plus que de vagues souvenirs.

Pour de nombreux clients, il s'agit de la fin d'une grande institution montréalaise. Mais la fermeture n'a rien de réjouissant non plus pour les 300 employés, puisque seulement trois ou quatre d'entre eux ont un autre emploi en vue, même si le gérant de l'hôtel Vahe Kazanian a tenté de leur trouver du travail.

Record de 226 milliards \$

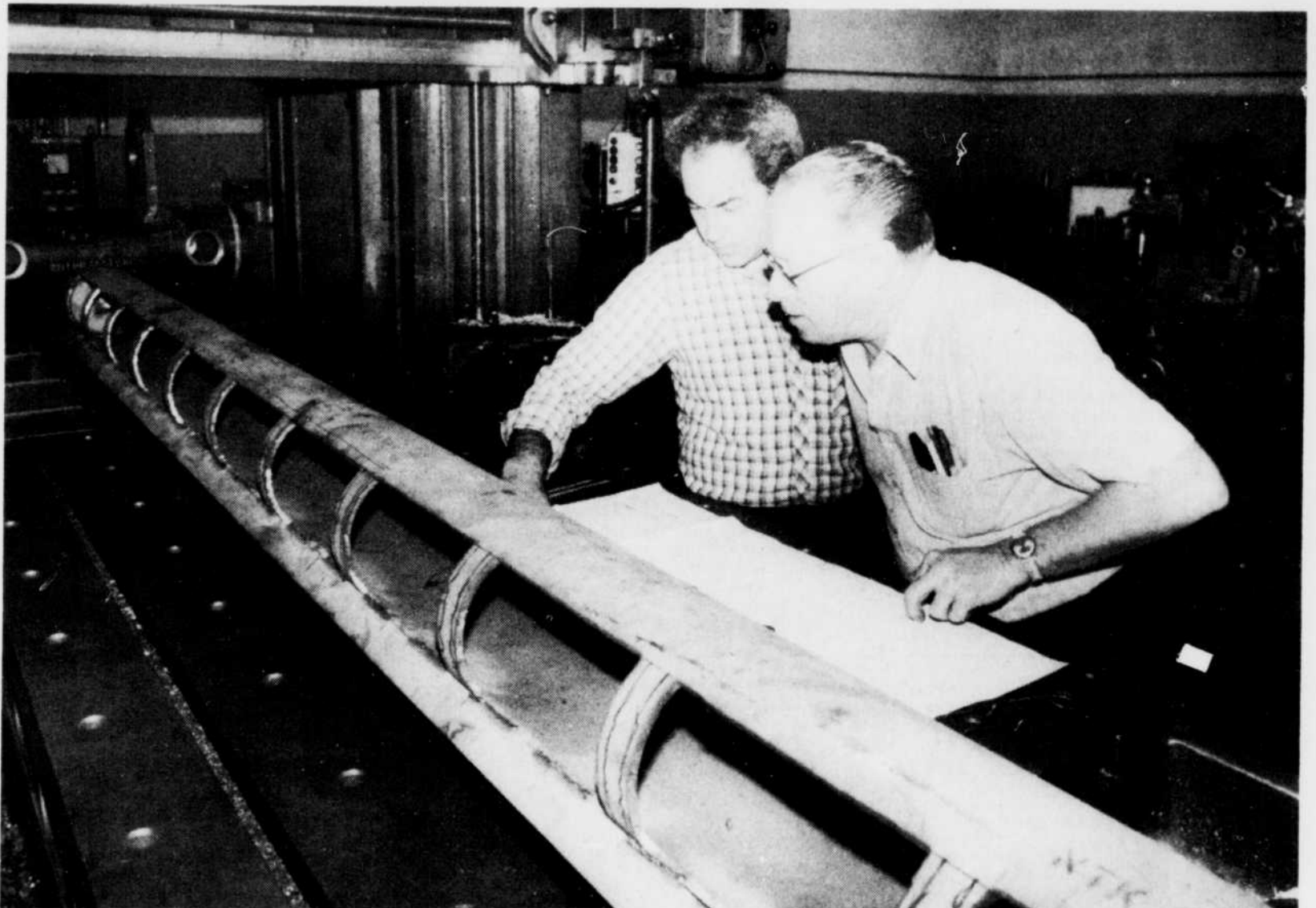
NEW YORK (AFP) — Le montant des effets commerciaux en circulation aux Etats-Unis a atteint le record de \$226,47 milliards en septembre, soit 4,06 milliards de plus qu'en août, révèle

des statistiques publiées par la Banque fédérale de réserve de New York.

Il s'agit là, précise la Banque, de la huitième augmentation mensuelle consécutive du montant des effets commerciaux

en circulation.

Par rapport à février dernier, ajoutée, le montant des effets commerciaux en circulation en septembre a fait ressortir une progression de \$40,16 milliards.



C'est l'expérience et le savoir-faire combinés de deux hommes, M. Réjean Hallé, à gauche, et de M. Claude Vaillancourt qui expliquent le succès des Engrenages de Sherbrooke.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

La Tribune groupe sous cette rubrique les offres et les demandes d'emplois contenant les professions, les gens de carrière ou de métier. Ne manquez pas de la consulter régulièrement et d'y faire publier votre propre offre ou demande au besoin. Demandez le service des annonces commerciales en signalant simplement

569-9201

REPRÉSENTANT(E) DES VENTES
Camions lourds

Nous sommes à la recherche d'une personne bilingue pouvant oeuvrer dans la vente des camions poids moyens et lourds, et promouvoir la vente de pièces de camions lourds.

Salaire de base, plus système de commission très avantageux.

Si cet emploi vous intéresse, faites parvenir votre curriculum vitae à:

**M. Raynald Ducharme,
1144 St-Paul nord,
Farnham, Qué.
J2N 2L1**

47620

GÉRANT DES VENTES

Un important concessionnaire automobile de la rive sud de Montréal, est à la recherche d'un (e) gérant(e) des ventes.

La personne choisie aura en charge la publicité, la gestion et la supervision des ventes.

Exigences:

Expérience pertinente dans la supervision et la gestion des ventes automobiles.

Parfaitement bilingue.

Excellentes aptitudes pour les communications et les relations interpersonnelles, ayant fait preuve de leadership, capable d'animer et motiver du personnel.

Salaire:

Nous offrons un salaire et des avantages sociaux à la hauteur de vos qualifications.

Si vous désirez vous joindre à notre équipe, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

**M. Raynald Ducharme
1144, St-Paul nord,
Farnham, Qué. J2N 2L1**

47619

JAMAIS DEUX SANS TROIS.

1. LA QUALITÉ M.E.I.

3. ET LE SERVICE G. LEBEAU
G. Lebeau Au service de votre auto.

Ces offres sont
valables jusqu'au
1er décembre 1984.

2. DES PRIX SPÉCIAUX

Équipez-vous en deux
temps trois mouvements!

- Modèle CX137
- AM/FM/STÉRÉO/CASSETTES
- 2 x 4 w. réception FM locale / distance, avance et rebobinage rapides, inversion automatique de lecture du ruban.
- 2 haut-parleurs triaxiaux SK693F
- 6" sur 9", 30 w.
- Prix suggéré 244\$

**SPÉCIAL
199\$**
Installation incluse!

Pour débiter sans se
tromper... et se ruiner!

- Modèle CX118
- AM/FM/STÉRÉO/CASSETTES
- 2 x 4,5 w. réception FM locale / distance, bobinage rapide.
- 2 haut-parleurs triaxiaux SK693F
- 6" sur 9", 30 w.
- Prix suggéré 195\$

**SPÉCIAL
139\$**
Installation incluse!

Sauter sur l'occasion!

- Modèle CX141
- AM/FM/STÉRÉO/CASSETTES
- 2 x 5 w. boutons-poussoirs, commandes séparées basses/aiguës, inversion automatique de lecture du ruban, rubans «métal/CrO₂».
- 2 haut-parleurs triaxiaux SK693F
- 6" sur 9", 30 w.
- Prix suggéré 305\$

**SPÉCIAL
239\$**
Installation incluse!

Depuis le temps
que vous en rêvez...

- Modèle CX176 (illustré ci-haut)
- AM/FM/STÉRÉO/CASSETTES
- Affichage numérique stations / heure, mémoire de sélection 12 stations, commandes séparées basses/aiguës, système DNR (réduction bruits), inversion automatique de lecture du ruban, rubans «métal/CrO₂».
- 2 haut-parleurs triaxiaux SK693F
- 6" sur 9", 30 w.
- Prix suggéré 465\$

**SPÉCIAL
359\$**
Installation incluse!

372 sud, rue Wellington

563-8242

la tribune agriculture

Jean-Claude Deslandes à St-Félix de Kingsey

Il a troqué son rasoir pour une épuisette et des truites

par Gérard Prince
DRUMMONDVILLE - Comment se peut-il qu'un coiffeur pour hommes puisse en l'espace de quelques années abandonner la coiffure pour se lancer à corps perdu dans l'élevage du poisson?

Qu'est ce qui a amené Jean-Claude Deslandes, 41 ans, de St-Félix de Kingsey, à troquer son rasoir pour l'époussette et les bassins d'élevage de milliers de truites?

Aussi curieux que cela puisse paraître, cet original profil de carri-

ère est attribuable à l'état de santé du premier intéressé.

Une fin à des projets

M. Deslandes pratiquait avec succès la coiffure depuis quelques années à St-Liboire et ensuite à Drummondville. Une hernie discale devait mettre fin à ses projets d'expansion. Sur les conseils de son médecin, il dut chercher à faire autre chose qu'à rester des heures debout

Après 10 ans de coiffure, Jean-Claude Deslandes retournait sur la ferme familiale, l'achetait et se lançait avec passion dans son nouveau métier: la pisciculture. On était en 1972.

Douze ans plus tard, il a monté une entreprise, considérée comme l'une des plus importantes parmi les éleveurs privés, de tout le Québec.

Il opère cet élevage seul, sauf pour une période de 20 semaines au

cours de l'été, où il engage un employé.

Sa ferme d'élevage produit chaque année environ 40,000 truites prêtes à la consommation et un million d'alevins de un à 2 pouces. Il élève trois espèces de truites: arc-en-ciel, mouchetée et brune, cette dernière en plus petit nombre sur une base expérimentale.

pouces et la traverse entièrement par gravité, sans pompage. Deux opérations simples d'aération de l'eau la débarrassent de toute trace de soufre.

Dans de grands bassins rectangulaires vivent les géniteurs, environ 1000 truites mouchetées, 500 arc-en-ciel et 100 brunes, qui sont gardées pour la reproduction. Certaines atteignent une taille considérable. M. Deslandes a perfectionné un système de ponte unique en son genre, croit-il, où la manipulation des poissons est réduite au minimum.

Dès que les oeufs sont produits, ils sont placés dans des contenants à l'abri des vibrations, de la lumière, mais en contact constant avec de l'eau pure et fraîche. Ses truites pondent environ 2 million d'oeufs par année et, malgré tous ses soins, les pertes sont élevées. Encore là, M. Deslandes utilise des procédés nouveaux pour que cette période d'incubation soit le moins dommageable possible pour sa production.

Lorsque les truites naissent, alors qu'elles ne sont encore que minuscules, elles sont transférées de bassins en bassins pendant les deux années de leurs croissance. Certains bassins sont à l'intérieur d'édifices ou de serres, d'autres à l'air libre. Partout, il faut que l'eau circule, fraîche et débarrassée de toute impureté par des filtrations et nettoyages fréquents.

Panoplie d'instruments

Ainsi le pisciculteur utilise-t-il toute une panoplie d'instruments pour mesurer le soufre dans l'eau, le taux d'ammoniac, le PH et quoi encore. Par exemple, pour enlever l'ammoniac qui résulte des déchets de poissons, il a perfectionné des bassins auto-nettoyants qui réclament peu de temps et de main d'oeuvre. Cette étape du nettoyage est primordiale pour utiliser l'eau au maximum en éliminant le fumier du poisson au fur et à mesure.

Les poissons ainsi produits ont trois débouchés principaux: les centres de pêche amateur, les restaurants et les centres de recherches pour les bio-essais. Présentement, le producteur n'a aucune difficulté à écouler ses truites adultes sur le marché de la consommation, mais la compétition commence à se faire sentir pour les alevins. Ces poissons encore jeunes sont utilisés dans les usines de dépollution des eaux, tant publiques que privées: dans le dernier bassin, avant de rejeter les eaux traitées dans les rivières, on place des truites en élevage. Si elles survivent, ce qui est habituellement le cas, c'est la preuve que la dépollution de l'eau est réussie. Si elles meurent, c'est que le traitement n'est pas au point.

Selon M. Deslandes, il existe deux ou trois cents piscicultures au Québec, dont certaines, les plus grosses, sont gouvernementales. Quant à lui, il se classe parmi les 30 plus importants. Quant à la coiffure, il n'en fait plus que pour sa famille: dans son sous-sol, il a gardé en souvenir sa chaise de coiffeur, mais elle ne sert que bien rarement...



Sa ferme produit 40,000 truites et 1 million d'alevins par année



M. Deslandes a perfectionné l'opération de la ponte des oeufs de poisson. Ses géniteurs ont été placés dans des bassins particuliers qui permettent la ponte avec le moins de manipulations possibles des truites.

(Photo La Tribune par Gérard Prince)



Lorsque les oeufs sont éclos, ces bassins, dont certains sont à l'intérieur, d'autres à l'extérieur, d'autres sous serre, peuvent contenir chacun

plusieurs milliers de truites toutes plus frétilantes les unes que les autres. De quoi faire pâmer plus d'un pêcheur...

(Photo La Tribune par Gérard Prince)

BOUTIQUE imaginason

RCA

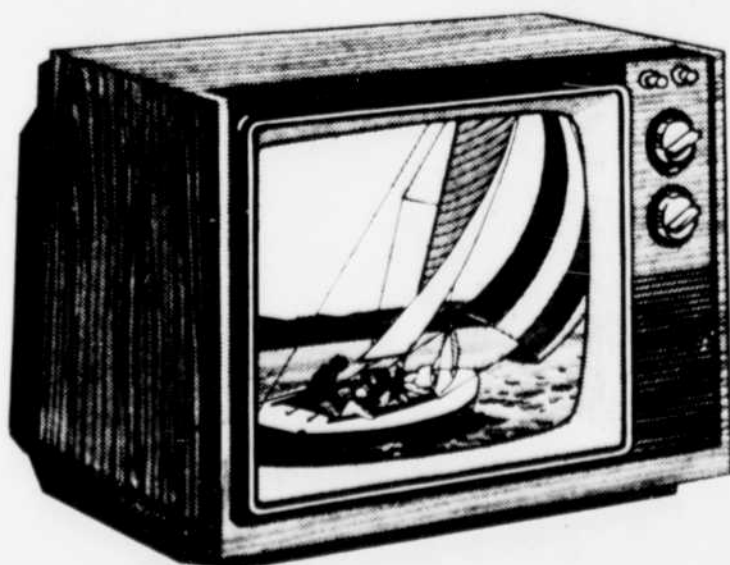
Télécouleur 14 po RCA
EJR 330

299,95 \$

- autorégulation de la couleur
- correction automatique des teintes du visage
- repérage automatique du contraste et de la couleur
- syntonisation mécanique transistorisée à boutons séparés des canaux VHF et UHF
- 3 ans de garantie, pièces et main-d'oeuvre

Télécouleur 20 po RCA
FJR 423

429,95 \$



L'ÉLECTRONIQUE FIABLE... & abordable

HITACHI

Télécouleur 20 po Hitachi
MT-2470

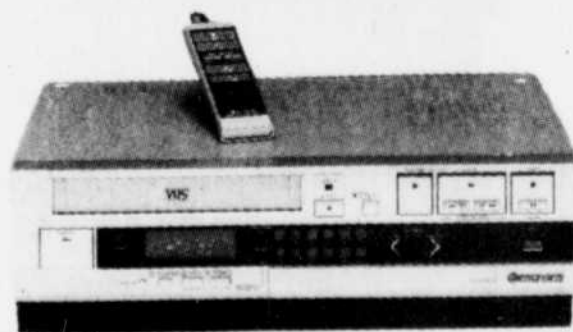
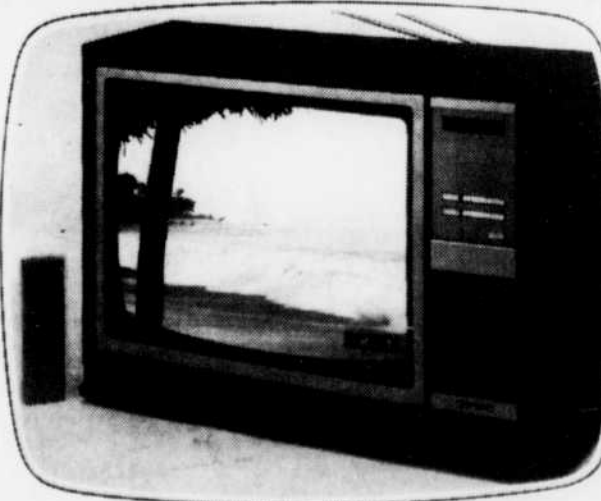
- modèle de table
- commande de couleurs Luminar qui assure la protection de l'image automatiquement
- syntonisation électronique à 105 canaux
- télécommande à 17 fonctions
- affichage du canal à l'écran
- 3 ans de garantie, pièces et main-d'oeuvre
- 20 ans de garantie sur les transistors

699,95 \$

Magnétoscope Luminar Hitachi
VT-32

- garantie de 24 mois sur les pièces
- chargement frontal et mécanisme amorti pour éjection de la cassette
- minuterie programmable 4 émissions/2 semaines
- télécommande avec fil

599,95 \$



BUREAU & BUREAU inc

SHERBROOKE: 600 Galt ouest ASBESTOS: 566 1^{re} Avenue

Vous l'aimez
sa présence vous est précieuse
dites-le lui.

*Le choix d'un bijou, une
question de spécialiste,
ne laissez pas le hasard
décider pour vous.*

*Consultez-nous pour
un vaste choix de
bijoux de qualité.*



Ronald Fortier inc.

GEMMOLOGISTE DEPUIS 20 ANS 43, Wellington nord - centre-ville.

Il retrouve son père Un garçonnet de 2 ans témoin du meurtre de sa mère

TORONTO (PC) — Un garçonnet de deux ans de Mississauga, en Ontario, témoin du meurtre de sa mère lors des émeutes sanglantes qui ont suivi l'assassinat d'Indira Gandhi, a retrouvé son père samedi.

Reflétant ses larmes, Sewak Singh Manak, 27 ans, a accueilli à l'aéroport international Pearson de Toronto son fils Mandeep, de retour après un voyage de 24 heures.

L'amour dont il a besoin, maintenant plus que jamais", a déclaré Sewak Manak quelques minutes après le retour de son fils.

Il a expliqué que sa soeur et sa belle-famille qui vivent près de chez lui l'aideraient à prendre soin du garçonnet.

Une tante, Mme Kulwant Dhanjal, avait accompagné Mandeep

L'enfant a survécu à une attaque à Kanpur, à 587 kilomètres de New Delhi, le lendemain de l'assassinat du premier ministre indien par deux gardes sikhs, le 31 octobre dernier.



Manee Singh Manak, à ans, a retrouvé son père à Toronto en fin de semaine après avoir été témoin du meurtre de sa mère en Inde.

Ce qui devait être des vacances de deux mois s'est terminé tragiquement par la mort d'Amarjeet Singh Manak, la mère de Sewak, battue à mort alors qu'elle tentait de protéger son fils, et de cinq autres sikhs. L'enfant a été découvert couvert de sang, blotti sur le toit d'une maison incendiée.

"Je n'ai plus qu'à lui donner tout

tout au long du trajet entre New Delhi et Toronto. Elle a révélé que l'enfant avait souvent pleuré et demandé sa mère au cours du voyage.

Elle a décrit les atrocités qu'elle avait vues à Kanpur le jour de la mort d'Amarjeet. "Les gens se faisaient couper les bras et les jambes avant de se faire brûler vifs", a-t-elle affirmé.

Penthouse: on se pose des questions

OTTAWA (PC) — La controverse suscitée par le numéro de décembre de la revue Penthouse a poussé de nombreux intervenants, préoccupés par la pornographie, à se poser des questions sur l'efficacité du gouvernement en matière de censure.

A chaque mois, cinq employés de la division des douanes du ministère du Revenu, situés dans l'édifice Connaught à Ottawa, scrutent attentivement près de 60 magazines, dont Penthouse, afin d'appliquer la loi fédérale sur les importations de matériel "immoral, indécent", ou séducteur. Les responsables doivent également prendre des décisions concernant l'entrée de matériel douteux saisi aux douanes. Les agents de douanes possèdent bien entendu une liste du matériel interdit.

En tenant compte des lois gouvernementales, des critères moraux de la communauté canadienne et des différents jugements rendus en matière d'obscénité, ils doivent éplucher les revues, livres, cassettes vidéo et photographies destinés au Canada.

Les mouvements féministes ont dénoncé un reportage photographique dans le dernier numéro de Penthouse comme étant violent et dégradant pour les femmes. Le ministre du Revenu Perrin Beatty leur a donné raison et a interdit l'importation de copies supplémentaires de ce numéro.

Le sous-ministre adjoint pour la division des douanes au ministère, M. Tom Greig, reconnaît que ce Penthouse de décembre n'aurait jamais dû être vendu au pays, mais souligne que les photographies en question comportaient une violence implicite et non explicite.

Selon M. Greig, la situation est compliquée par l'évolution des cri-

tières de moralité du public canadien, déterminés par les tribunaux.

Part des choses

Tandis que les mouvements contre la pornographie et les défenseurs de la liberté d'expression s'opposent dans ce débat, le ministère du Revenu tente de faire la part des choses, en tenant compte des décisions des tribunaux.

"Il ne nous appartient pas de réagir aux pressions de ceux qui demandent davantage de censure ou de ceux qui en veulent moins", soutient M. Greig.

MM. Greig et Beatty espèrent tous deux qu'une étude du gouvernement, dont les résultats sont attendus pour la fin de l'année, permettra d'en arriver à une législation plus précise.

Même si l'Eglise et les groupes de femmes s'opposent vigoureusement à la pornographie, le public canadien ne se prive pas pour autant de ce genre de divertissement. Une autre étude du fédéral démontre ainsi que près de 60 pour cent des hommes et 31 pour cent des femmes ont acheté au moins une fois du matériel pornographique.

Le ministre Beatty estime cependant que le public appuie l'interdiction du Penthouse de décembre, mais il admet qu'il sera difficile d'élaborer des critères précis, afin d'éviter à l'avenir une autre levée de boucliers.

La chasse fait un mort

ST-STEPHENS, Nouveau-Brunswick (PC) — La saison de chasse au chevreuil au Nouveau-Brunswick s'est terminée de façon tragique en fin de semaine alors que deux accidents, survenus à quelques heures d'intervalle, ont fait un mort et un blessé grave.

Vendredi, Larry Levitt, 39 ans, de Chamcook, a été gravement at-

teint par le tir d'autres chasseurs qui l'avaient pris pour un animal. Il devait décéder à l'hôpital quelques heures plus tard.

Jean-Claude Roy, 36 ans, de St-Stephens, repose dans une situation critique à l'hôpital depuis samedi, après avoir été accidentellement atteint à la tête par une balle éga-

Universalité des programmes sociaux

Le PLC pourrait réviser sa position

OTTAWA (PC) — Le Parti libéral fédéral pourrait réviser sa position quant à l'universalité des programmes sociaux.

"Nous avons mené une campagne sous le thème de la préservation des programmes sociaux, pour qu'ils ne soient pas

démantelés et le parti défend toujours cette position", a déclaré le chef du parti John Turner, lors d'une entrevue diffusée dimanche sur le réseau CTV.

M. Turner a indiqué que les libéraux étudieront ce dossier lors de réunions régionales en 1985 et au cours d'une conféren-

ce nationale en 1986, afin de "déterminer l'avenir du libéralisme pour la prochaine génération".

"Qu'en est-il de l'universalité, je ne peux le prédire", a-t-il dit.

Le chef de l'opposition a aussi indiqué que son parti attendra de voir les changements appor-

tés par les conservateurs aux programmes sociaux, présentement accessibles à tous au pays.

M. Turner a toutefois rappelé que, d'ici là, le Parti libéral rejetait toutes coupures dans ces programmes.

Hatfield accusé: paysage politique du Nouveau-Brunswick modifié?

FREDERICTON (PC) — Au moment où le premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick Richard Hatfield doit répondre lundi à une accusation de possession de marijuana, les employés du gouvernement de cette province ont reçu dernièrement dans leur enveloppe de paie, un avis annonçant une semaine de campagne contre la drogue.

Cette comparution pourrait modifier le paysage politique du Nouveau-Brunswick et avoir de grandes conséquences pour la carrière politique de M. Hatfield.

La Gendarmerie royale du Canada a porté son accusation le 26 octobre dernier, près d'un mois après avoir trouvé une petite quantité de marijuana dans la pochette extérieure de la serviette du premier ministre, au cours de la visite de la reine Elizabeth et du prince Philip à Fredericton, le 25 septembre dernier. Cette découverte a eu lieu au cours d'une inspection de routine des bagages, avant l'embarquement à bord de l'avion du couple royal.

M. Hatfield a nié que la drogue

lui appartenait et dit ignorer comment elle a pu se retrouver dans sa serviette.

Des journalistes britanniques et canadiens de la presse écrite et électronique sont attendus lundi pour l'événement.

Il est possible que le premier ministre Hatfield ne soit pas en cour pour sa défense et qu'il soit représenté par son avocat.

M. Hatfield, qui est arrivé au pouvoir en novembre 1970, fait sans doute face à la plus grande épreuve de sa carrière politique. Depuis la découverte de la drogue, il a refusé

de commenter l'affaire et a toujours affiché un air d'indifférence, même si l'opposition libérale lui a suggéré de ne pas siéger, le temps que cette affaire se règle.

Le premier ministre aura cependant l'occasion de mesurer bientôt l'impact électoral de cette histoire, puisque deux élections complémentaires ont lieu lundi prochain. Une des circonscriptions, Madawaska Centre, est de tradition libérale, tandis que l'autre, Saint-Jean Est, est aux mains des conservateurs depuis longtemps.

Les attaques constantes des patrons ne favorisent pas la collaboration

— la Fédération ontarienne du travail

TORONTO (PC) — Les milieux d'affaires et le gouvernement demandent la collaboration des syndicats, mais le dialogue est difficile à entreprendre lorsque les travailleurs sont soumis aux contrôles des salaires, à des demandes de concessions et affrontent des chiens de garde sur les lignes de piquetage, estime le président de la Fédération ontarienne du travail, M. Cliff Pilkey.

Dans un discours préparé pour l'ouverture, lundi, du 28e congrès annuel de la fédération, M. Pilkey a indiqué que les attaques constantes

des milieux d'affaires et du gouvernement contre l'intégrité et les droits des travailleurs ne favorisent pas la collaboration.

M. Pilkey représente environ 800.000 syndiqués de la plus importante fédération provinciale du pays. Il a soutenu que le gouvernement a consulté les syndicats, pour ensuite restreindre le droit de grève de milliers d'employés et adopter des budgets qui protègent les entreprises et négligent les travailleurs.

Selon lui, les entreprises veulent la collaboration des employés, mais

demandent des baisses de salaire et font des mises à pied, qui laissent parfois sans emplois des travailleurs de 20 ou 30 ans d'expérience.

Des plaintes

La Fédération, qui regroupe des syndicats locaux de l'Ontario, a reçu de nombreuses plaintes de certains de ses membres, au sujet de leur participation dans des comités tripartites. Plusieurs organisations locales ont ainsi présenté une résolution demandant que le Congrès du travail du Canada se retire du Centre canadien du marché du travail et de la productivité, mis sur pied par le gouvernement libéral afin de permettre aux entreprises et aux syndicats de trouver des moyens d'améliorer la situation de l'emploi, de la productivité et de l'économie.

Les délégués doivent aussi étudier un document sur les politiques en matière de santé et sécurité au travail, en plus de discuter de sécurité financière, des pluies acides et de l'impôt.

M. Pilkey a souligné par ailleurs

que le mouvement syndical ne s'oppose pas à de meilleures relations avec le patronat et le gouvernement, mais ne veut pas se faire imposer de conditions.

Selon lui, les gouvernements doivent réaliser que les gens ont droit à un emploi, tandis que les employeurs doivent se rendre compte que les travailleurs participent autant que les entrepreneurs à la création de richesses.

M. Pilkey a également fait valoir que les travailleurs ont été exclus de la reprise économique au Canada. "Ce qui a été récupéré depuis la récession est allé directement aux entreprises", a-t-il dit.

Le congrès se poursuit jusqu'à jeudi et les responsables de la Fédération attendent plus de 1.000 délégués.

M. Pilkey a aussi déclaré dimanche aux journalistes qu'il s'attend à ce que les délégués votent en faveur d'une résolution pour envoyer une aide financière aux 178.000 mineurs britanniques, en grève depuis le mois de mars.

Il a cependant dit qu'il ignorait combien d'argent serait envoyé.

Bébé de quatre mois toujours pas retracé

QUEBEC (PC) — L'intervention d'un second maître de chien dimanche aux alentours de la paroisse de Lac-sur-Saumon n'a toujours pas permis aux policiers de retrouver le bébé de quatre mois et demi abandonné en forêt par sa mère de 24 ans il y a maintenant quatre jours.

Les fouilles reprennent lundi matin. Jusqu'à 16 heures dimanche, une douzaine de policiers de la Sûreté du Québec, trois enquêteurs, le maître de chien André Bernier et l'agent Serge Carignan, venu de Montréal avec son chien, ont effectué, mais en vain, des recherches par quadrillage dans un boisé près du village. Il n'y a plus d'espoir de retrouver l'enfant vivant.

L'hélicoptère de la Sûreté du Québec n'a

pas été utilisé. Le temps froid n'a pas trop nui aux recherches, concentrées dans un secteur de quatre kilomètres carrés. Les renseignements éparpillés par la mère depuis quatre jours, mais on ignore quel scénario sera adopté si le périmètre, déjà couvert à moitié, ne donne aucun résultat.

La jeune femme est détenue sous mandat comme témoin important et doit comparaître lundi en Cour des sessions de la paix de Rimouski sous une accusation d'enlèvement. Le drame serait survenu entre 8h 30 et 11h 30 jeudi matin, alors que la mère aurait été aperçue quittant son logis avec le bébé. Elle aurait déclaré par la suite ne plus se souvenir ou elle avait laissé son enfant.

Grève évitée pour les employés de bureau de Ford

TORONTO (PC) — Les négociateurs syndicaux ont accepté un projet de convention collective présenté par Ford Motor du Canada

dimanche, quelques heures seulement avant le déclenchement d'une grève par les 400 employés de bureau de deux usines situées en Ontario.

M. White a soutenu qu'en matière d'augmentation de salaire, de bénéfices et de congés, l'entente est similaire aux contrats, qu'ont signé les employés payés à l'heure de Ford et de General Motors.

Les travailleurs tiendront un vote sur l'entente mercredi. Ils sont sans contrat de travail depuis le 14 septembre.

Un 4e fils pour Margaret Trudeau

OTTAWA (PC) — Margaret Trudeau-Kemper a donné naissance à un garçon de huit livres et douze onces samedi après-midi au Ottawa Civic Hospital.

Le quatrième fils de Mme Trudeau-Kemper se nommera Kyle James Joachim, selon le nom de ses deux grands-pères James Sinclair et Joachim Kemper.

Margaret Trudeau-Kemper, qui est âgée de 36 ans, a eu trois fils avec l'ancien premier ministre Pierre Trudeau. Elle s'est mariée en avril dernier avec Fried Kemper, 35 ans, un promoteur immobilier d'Ottawa.

MISE AU POINT

Veuillez noter que dans notre circulaire "Meilleurs vœux, meilleures affaires" en vigueur du 19 au 24 novembre, à la page 22, l'illustration "A" est inexacte. Dans notre cahier publicitaire "Meilleurs vœux, meilleures affaires" aussi en vigueur du 19 au 24 novembre, à la page 17, le prix de vente du cycle exerciseur aurait dû se lire 129\$ et le prix régulier Sears 159\$. A la page 27, pour le four à micro-ondes "Spacemaster" on aurait dû lire Rabais 300\$ au lieu de 200\$ et le prix de vente aurait dû se lire 899.98 au lieu de 999.98. Notez de plus que le prix de vente est en vigueur jusqu'au 12 janvier 1985!

Nous nous excusons de ce contretemps.

Sears Canada Inc.

111941

Vous avez besoin d'une voiture? Consultez les PETITES ANNONCES de

la tribune

569-9501

ATTENTION SOUPER
TOUS LES MERCREDIS
de 17h à 23h
Rés.: 566-6464
MOTEL La Réserve
TABLE D'HÔTE 7,95\$

184 King est, Sherbrooke, 566-7007
(Dans l'édifice de la Bamboutik)

RÉGATE DE PLANCHE A VOILE A SANTO DOMINGO
le 16 déc. Prix de \$15.000 et plus à gagner
2 sem., avion, transferts, hôtel \$549. - 1 sem.: \$459.
Valable pour les départs du 17 nov. au 19 déc. 1984

CIRCUIT A SANTO DOMINGO - 14 JOURS - 3 CENTRES
jusqu'au 19 déc.: \$729. - 30 déc.: \$909. - Janvier: \$869.

Pour tous les départs du 30 déc. - 2 semaines sur
Acapulco - Puerto Vallarta - Cancun - Cozumel - Jamaïque
- Santo Domingo - Ixtapa.

REDUCTION DE \$180. par personne

COZUMEL. IDEAL POUR LA PLONGEE SOUS-MARINE
A partir de \$599. - 1 sem.: \$779. - 2 sem. avec hôtel

NOS VOLS EN TOUTE LIBERTÉ
ACAPULCO: \$499. - PUERTO VALLARTA: \$479. - IXTAPA: \$499. - CUNCUN: \$399.
SANTO DOMINGO: \$399. - PUERTO PLATA: \$459. - JAMAÏQUE: \$509.

EN REPUBLIQUE DOMINICAINE, C'EST... VOYAGES ST-VINCENT
Ouvert aussi le samedi: 10h à 16h.
(819) 566-7007

GRAND SOLDE D'ENTREPÔT...

TÉLÉCOULEURS CHAÎNES STÉRÉO

**HITACHI
ELECTROHOME**

**PANASONIC
MAGNAVOX**

et autres



14" COULEUR \$288

20" \$398



VT-32 MAGNETOSCOPE LUMINAR
Garantie de 24 mois sur les pièces

• Chargement frontal et mécanisme amorti pour éjection de la cassette • Enregistrement et lecture à toutes les vitesses (SP, LP et EP) • Facile à faire fonctionner grâce à la disposition simplifiée du panneau • Minuterie programmable 4 émissions 2 semaines • Minuterie pour enregistrement instantané • Recherche visuelle à haute vitesse et à toutes les vitesses (LP, SP et EP) • Télécommande avec 11 • Rebobinage automatique et arrêt automatique après le rebobinage • Synchronisation électronique par bouton vers le haut et vers le bas • 8 heures d'enregistrement avec la cassette T-160 • Rapport vidéo signal/bruit: supérieur à 45 dB (au mode SP) • Haute résolution: supérieure à 240 lignes (au mode SP) • Rapport audio signal/bruit: supérieur à 43 dB (au mode SP) • Réponse en fréquence: 50-10.000 Hz (au mode SP) • Consommation: 39 watts • Dimensions: 435x133x297 mm (LxHxP) • Poids: 8,2 kg

**POURQUOI PAS
UN VIDÉO
POUR NOËL?**



SPECIAL

**RECHERCHEZ
CETTE
ÉTIQUETTE
POUR DE
SUPER
SPÉCIAUX**

Bonne Valeur



**RÉSERVEZ TÔT
POUR NOËL**

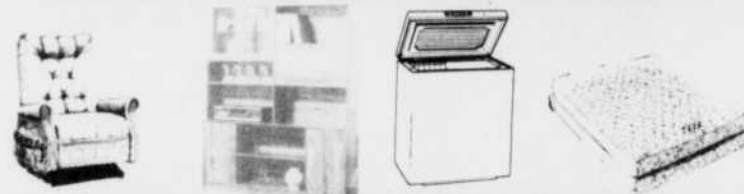
**MOBILIERS
DE CHAMBRE,
CUISINE,
SALON.
MATELAS.**

DUAL WAVE



**SUPER
CHOIX
DE
MICRO-
ONDES.**

FAUT PAS MANQUER CA!



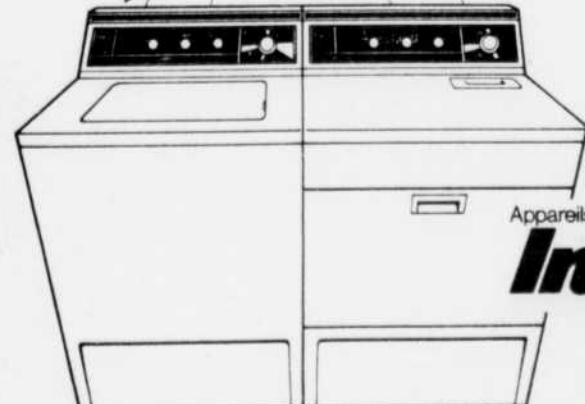
**EXCELLENTE OCCASION POUR
ÉCONOMISER**

Inqlis comble tous vos désirs
et même davantage.

J'AIMERAIS AVOIR UNE
MACHINE À LAYER ET SÈCHEUSE
INQLIS!

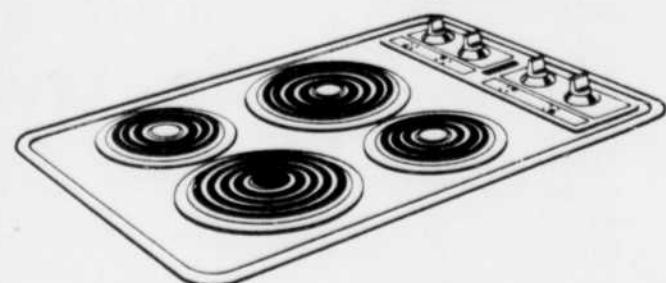
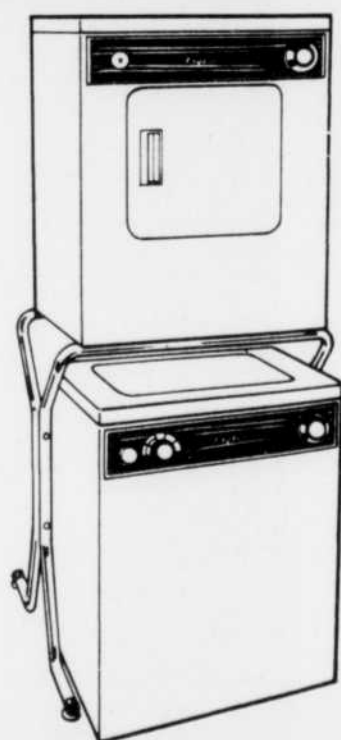
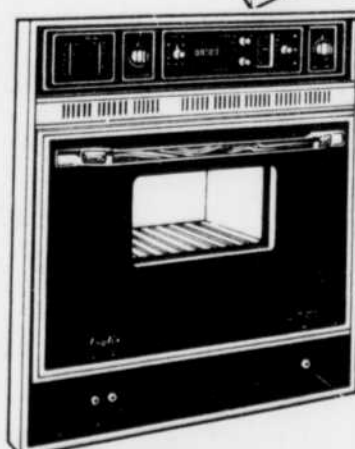
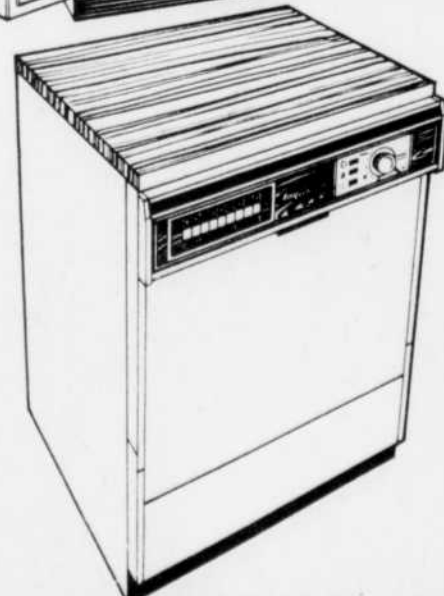


VOICI 00 \$ DE
RABAIS POUR LA
PAIRE POUR LA
RÉALISATION DE
VOTRE SOUHAIT!



Appareils Electroménagers
Inqlis

FAUT LES VOIR



TOUJOURS UN BON INVESTISSEMENT CHEZ

**GILLES
BOISVERT
MEUBLES**

563-4743

231, King ouest, Sherbrooke



LE GRAND MAGASIN DE MEUBLES
DE LA RUE KING OUEST.
QUI RÉPOND À VOS GOUTS
ET À VOTRE BUDGET.

MISE DE CÔTÉ

Livraison, déballage et installation
chez vous GRATUITEMENT.

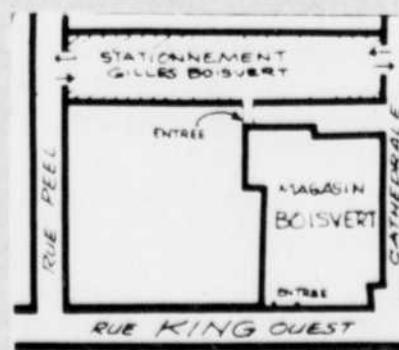
**STATIONNEMENT
GRATUIT**

EN ARRIÈRE DU MAGASIN
Membre de la Corporation des
marchands de meubles du Québec

VISA

MasterCard

DISPONIBILITÉ DE CRÉDIT



Mêlée à l'assassinat de Mme Gandhi? Hosni Mubarak dénonce les activités libyennes

LE CAIRE (AFP) — Le président égyptien Hosni Mubarak a lancé dimanche soir au Caire un appel à la lutte contre le terrorisme international et a dénoncé les activités de la Libye qui, selon lui, projette des attentats contre plusieurs personnalités, dont Mme Margaret Thatcher, le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl.

M. Mubarak, qui s'adressait à la presse après un entretien avec le premier ministre italien Bettino Craxi, actuellement en visite officielle au Caire, a d'autre part indiqué que, selon les aveux des membres du commando chargé d'assassiner l'ancien premier ministre du roi Idriss de Libye, M. Abdel Hamid Bak-kouche, la Libye était impliquée dans le financement (de l'attentat qui a coûté la vie au premier ministre indien, Mme Indira Gandhi, le 31 octobre dernier).

Les révélations du chef de l'Etat égyptien ont fait l'effet d'une bombe au Caire, où le ministre de l'Intérieur, M. Ahmed Rochdi, a reçu dimanche les ambassadeurs de la République fédérale d'Allemagne et de France, MM. Kurt Muller et Philippe Cu-villier.

Tout porte à croire, bien que les deux chefs de mission diplomatiques n'aient donné aucune indication sur la teneur de cet entretien, que ce dernier a porté sur les éléments réunis par la police et les services de renseignements égyptiens sur les attentats projetés contre MM. Kohl et Mitterrand.

M. Mubarak a d'autre part démenti les informations selon lesquelles les forces égyptiennes avaient été mises en état d'alerte. Il est probable cependant,

comme l'indiquaient certaines sources informées dans la capitale égyptienne, que les patrouilles aériennes de surveillance à la frontière égypto-libyenne aient été plus nombreuses que de coutume.

Bakkouche

D'autre part, on apprenait dans la soirée de dimanche que l'ancien premier ministre du roi Idriss de Libye, M. Abdelhamid Bakkouche, 45 ans, dont l'exécution avait été annoncée vendredi par Radio-Tripoli, avait regagné son domicile d'Héliopolis, dans la banlieue du Caire.

La police et les services de renseignements égyptiens, rappelle-t-on, ayant eu vent de la tentative d'attentat contre cette personnalité libyenne installée en Egypte, avaient simulé son enlèvement et l'avaient expédié à Assouan, à 1.200 km au sud du Caire, en Haute-Egypte.

L'arrestation par la police égyptienne des quatre membres du commando (deux Maltais et deux Britanniques) constitue un succès incontestable pour les services de renseignements et de sécurité égyptiens et pour le général Ahmed Rochdi, 60 ans, ministre de l'Intérieur depuis le 17 juillet dernier.

Dans les milieux diplomatiques de la capitale, on considère que les services égyptiens ont réalisé un très beau coup. Le fait qu'ils aient réussi à prévenir l'attentat projeté contre M. Bakkouche et à appréhender les quatre hommes prouve qu'ils ont gardé toute leur efficacité en dépit des rumeurs, selon lesquelles leur qualité aurait fortement baissé depuis quelques années.

10 millions de barres de chocolat vérifiées

LONDRES (AFP) — Une dizaine de millions de barres de chocolat Mars ont été vérifiées dimanche dans tous les magasins et confiseurs de Grande-Bretagne qui vendent ce produit, après que le Front de libération des animaux (ALF) eut annoncé samedi soir qu'il avait contaminé certaines barres avec de la mort-aux-rats.

Scotland Yard, la police britannique, a lancé une alerte générale dans tout le pays pour que tous les gens qui seraient indisposés après avoir consommé dernièrement du chocolat de cette marque se mettent directement en contact avec le commissariat le plus proche de leur domicile.

Plusieurs personnes ont déjà prévenu la police, principalement dans le Dorset (sud de l'Angleterre) mais leur état, selon Scotland Yard, n'est pas du tout alarmant.

Une dizaine de barres suspectes ont été également trouvées dans des magasins Boots (pharmacies et articles divers) dans plusieurs villes. Toutes contenaient dans leur emballage un message avertissant que le chocolat avait été contaminé. Mais aucune trace apparente de mort-aux-rats n'a été décelée, a indiqué la police.

Samedi soir dans un appel téléphonique codé, l'ALF a annoncé à l'hebdomadaire à gros tirage britannique Sunday Mirror qu'il avait empoisonné des barres de chocolat en vente dans des magasins Boots dans cinq villes de Grande-Bretagne (Coventry, Leeds, Londres, Southampton et York) pour protester contre les expériences sur la carie dentaire pratiquées sur des singes que finance la société Mars.

Dans une interview à une radio londonienne, une jeune femme se présentant comme une porte-parole du Front de libération des animaux a affirmé que son organisation ne voulait pas mettre la vie des gens en danger mais qu'elle souhaitait la ruine de la société Mars. Elle a

ajouté que les barres de chocolat contaminées avaient été marquées d'un signe distinctif sur l'emballage.

Rétorique creuse

Un sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, M. David Mellor, a déclaré dans un communiqué remis à la presse que les actions de l'ALF devaient être prises au sérieux. Leurs menaces à vous tourner les sangs, a-t-il dit, ne peuvent plus être considérées comme de la rhétorique creuse. Il est tout à fait incroyable, a-t-il ajouté, que ces gens soient prêts à sacrifier des enfants sur l'autel de leur propre fanatisme. Ils sont dangereux et doivent être arrêtés avant que quelqu'un soit sérieusement blessé ou même tué, a-t-il conclu.

Quelque 3 millions de barres de Mars sont vendues chaque jour en Grande-Bretagne. Sept cents millions sont consommées chaque année et 100 millions exportées. La société Mars Ltd, dont le siège est à Slough (centre de l'Angleterre), a annoncé qu'aucune barre ne serait vendue avant d'avoir été soigneusement vérifiée.

Le Front de libération des animaux est connu en Grande-Bretagne pour ses actions de commando contre les entreprises qui procèdent à des expériences sur les animaux. En juillet dernier, il avait affirmé avoir versé de l'eau de Javel dans des bouteilles de shampoing vendues par les magasins Boots parce que, selon lui, cette société testait son produit sur des animaux.

Hausse de 41% du nombre de détenus aux Etats-Unis

WASHINGTON (AFP) — Le nombre des personnes incarcérées aux Etats-Unis s'est accru de 41 pour cent de 1979 à 1983, pour atteindre le chiffre record de 223.551 en 1983, a indiqué dimanche le département de la justice.

Les résultats de ce premier recensement de la population pénitentiaire depuis 1978, indiquent que le taux des incarcérations, qui était de 76 personnes pour 100.000 habitants à cette date, est passé à 98 pour 100.000 en 1983.

Au moment où le recensement a été effectué, en juin 1983, un peu plus de la moitié de la population carcérale attendait d'être jugée, ce qui correspond à la situation de 1978. Les femmes représentaient d'autre

French Smith, attribué l'accroissement de la population carcérale à la volonté du public de voir les criminels traités avec davantage de fermeté.

Les gens ayant demandé un traitement plus strict et plus sévère des délinquants, le système a répondu en envoyant plus de gens en prison, ce que souligne la croissance de la population carcérale, a-t-il souligné dans un communiqué.

L'étude note également que le nombre des établissements pénitentiaires a diminué, la préférence étant donnée aux prisons plus grandes.

Par ailleurs, 544 détenus sont morts en prison au cours des 12

Un nouveau contingent militaire français au Tchad?

PARIS (AFP) — La France a repris dimanche ses vols de reconnaissance au-dessus du Tchad et envisagerait, selon une source sûre à N'Djamena, l'envoi d'un nouveau contingent militaire, tandis que le ministre français de la Défense, M. Charles Hernu, s'est rendu dans la capitale tchadienne en compagnie du chef d'état-major des armées, le général Jeannou-Lacaze.

De son côté, peu avant son départ pour Washington, le ministre français des Relations extérieures, M. Claude Cheysson, s'est étonné à Paris de la surprenante campagne américaine sur la persistance de la présence libyenne, tout en déplorant que la Libye n'ait pas tenu parole.

Ces nouveaux rebondissements de l'affaire tchadienne interviennent trois jours après la rencontre, jeudi en Crète, du président François Mitterrand et du colonel Moammar Kadhafi, chef de la révolution libyenne, à l'issue de laquelle le président français avait reconnu qu'il restait des unités libyennes au Tchad.

Le survol de N'Djamena dimanche matin par deux avions venant du sud et se dirigeant vers le nord a été confirmé peu avant 12h00 GMT par l'état-major français des armées, qui a précisé qu'il s'agissait d'une mission aérienne de reconnaissance au-dessus du territoire du Tchad.

De source sûre dans la capitale

tchadienne, on apprenait dimanche en fin de matinée que Paris avait décidé de reprendre ses vols de reconnaissance et envisageait la possibilité de renvoyer au Tchad un nouveau contingent militaire.

Les observateurs notent à ce propos que la France dispose toujours de quelque 2.000 hommes prépositionnés en République centrafricaine et au Gabon, dont une partie à trois heures d'avion de N'Djamena.

Doctrines française

Partant dimanche après-midi en visite officielle aux Etats-Unis, le chef de la diplomatie française a déploré de son côté que le colonel Kadhafi n'ait pas tenu parole, jugeant ce fait inquiétant et rappelant la doctrine française en la matière : ils (les Libyens) étaient là, nous y étions. Ils partent, nous partons. S'ils reviennent, nous revenons.

M. Cheysson a souligné qu'il avait été convenu, lors de la signa-

ture de l'accord franco-libyen de désengagement simultané et concomitant le 16 septembre à Tripoli, que si une partie de l'engagement n'était pas tenue par l'un, l'autre en était déchargé et équilibré ce que le premier n'aurait pas fait.

La violation de l'accord, a-t-il dit, n'est pas acceptable. Si cela devait perdurer, la coopération, les relations normales (entre la France et la Libye) ne pourraient s'établir, ce qui est contraire à ce qui a été souhaité par écrit et contraire à ce que le président François Mitterrand a entendu du colonel Kadhafi.

Le ministre s'est d'autre part étonné de la surprenante campagne de presse déclenchée cette semaine par les Américains à propos de la persistance de la présence libyenne au Tchad, estimant que la publicité faite autour de la présence des Libyens ne facilitera pas leur départ.

Présence libyenne

Un porte-parole du département d'Etat, rappelle-t-on, avait déclaré mercredi - à la veille de la rencontre Mitterrand-Kadhafi et quatre jours après la publication le 10 novembre par le Quai d'Orsay d'un communiqué annonçant la fin du retrait des forces françaises et libyennes du Tchad - que d'importantes forces libyennes se trouvaient

toujours dans le pays, au sud de la bande d'Aouzou. Cette présence libyenne a été confirmée vendredi par le président Mitterrand à son retour de Crète.

M. Cheysson a estimé que cette campagne traduisait le désir des Américains de montrer que leur manière de faire au Nicaragua est la bonne, soulignant cependant que le gouvernement français n'était pas convaincu par la manière d'agir des Américains dans ce pays.

Il a cependant qualifié d'affabulation les informations de presse publiées samedi à Washington selon lesquelles le secrétaire d'Etat américain George Schultz avait décliné une invitation à dîner du ministre français pour lundi en raison du mécontentement suscité à Washington par la rencontre Mitterrand-Kadhafi.

A N'Djamena, où l'on a toujours douté de la volonté de Tripoli d'évacuer le Tchad, on doutait également dimanche dans les milieux officiels de l'efficacité de mesures telles que la reprise des missions de reconnaissance aérienne françaises pour chasser les Libyens du nord du pays.

On ne se faisait d'ailleurs guère d'illusions dans ces milieux sur la possibilité d'un retrait total des forces du colonel Kadhafi, estimant qu'il resterait toujours des Libyens dans le nord du Tchad.

Ethiopie: l'URSS apporte son aide

KEMBOLCHA (AFP) — Pas de photo, s'il vous plaît, c'est une installation militaire, avertit le camarade Amare Mickel, jeune guide chargé par les autorités éthiopiennes d'accompagner des journalistes occidentaux, parmi lesquels un journaliste de l'AFP, à Kembolcha à 23 km de Dessie, capitale de la province du Wollo, une des bases de l'aide soviétique aux victimes de la famine en Ethiopie.

L'avertissement du camarade Amare est vain, et celui-ci, sans doute conscient de l'utilité de telles photos, n'insiste pas trop pour empêcher les photographes de faire leur travail. Seul un objectif s'attardant sur des pièces d'artillerie suscite réellement son irritation.

Sur la piste d'atterrissage ou un vieux DC-3 du comité de secours éthiopien nous dépose, quatre hélicoptères Mi-8 de la compagnie soviétique Aeroflot et un exemplaire de la version militaire du même appareil, équipée d'une mitrailleuse et de lance-roquettes, se tiennent prêts à décoller.

Une vingtaine de jeunes moscovites sont arrivés à Kembolcha le 7 novembre dernier, détachés semble-t-il de leur service normal dans la compagnie Aeroflot, dans le cadre de l'aide apportée par l'Union soviétique à son plus important allié africain.

Ces jeunes soviétiques nous ont affirmé que les hélicoptères servaient à distribuer l'aide alimentai-



Les journalistes ont pu voir des Ethiopiens qui commencent à charger un hélicoptère soviétique. D'un camion marqué en grandes lettres DON DE LA CEE (Communauté économique

européenne), ils sortaient des sacs de blé où l'on peut lire: Don du peuple américain, à distribuer par le programme alimentaire mondial.

(Laserphoto AP)

re dans les régions les plus inaccessibles. De source officielle éthiopienne, on nous indiquera plus tard que d'autres hélicoptères soviétiques opèrent de la même manière dans diverses régions du pays.

Peu après l'arrivée du groupe de journalistes, des Ethiopiens commencent à charger un hélicoptère soviétique. D'un camion marqué en grandes lettres DON DE LA CEE (Communauté économique euro-

péenne), ils sortent des sacs de blé où l'on peut lire: Don du peuple américain, à distribuer par le programme alimentaire mondial. Par terre, des sacs vides marqués Aide alimentaire de la CEE.

Quatre autres cargos soviétiques ancrés dans un port du Nicaragua

MANAGUA (AFP)

— Quatre cargos soviétiques transportant notamment des aliments et des tracteurs sont arrivés en cette fin de semaine dans le port de Corinto, sur le Pacifique (150 km au nord-ouest de Managua), une dizaine de jours après que l'arrivée dans le même port d'un navire soviétique chargé de matériel militaire eut provoqué une crise dans les relations entre Washington et Managua, a-t-on appris dimanche de source officielle.

Les quatre navires (le Harry Pollit, le Ana Ilanova, le Ilya et le Novogrudovsk) ont déchargé des aliments, des médicaments, du matériel de construction et 117 tracteurs, a-t-on indiqué de même source.

Le journal pro-gouvernemental Nuevo Diario a évoqué ces arrivages dans son édition de dimanche en dénonçant les fausses

accusations de l'administration Reagan sur l'arrivée au Nicaragua d'armes soviétiques.

Il y a moins de deux semaines, l'arrivée à Corinto du cargo soviétique Bakuriani, avec à

son bord du matériel militaire défensif, avait donné lieu à plusieurs incidents (notamment le survol du territoire nicaraguayen par des avions-espions américains SR-71).

Managua avait mis son armée en état d'alerte, affirmant redouter un débarquement américain suite aux avertissements de Washington concernant d'éventuels livraisons de chasseurs Mig-21.

La tension diminué

Malgré le maintien de l'armée en état d'alerte et la présence de nombreux blindés dans Managua, la tension politique a fortement décliné ces jours derniers, notent les observateurs, et l'attention officielle paraît s'être reportée sur les perspectives de la réunion, la semaine prochaine, à Manzanillo (Mexique), entre des représentants américains et nicaraguayens.

Cette réunion sera la septième du genre depuis le mois de juin

dernier. Selon un diplomate latino-américain en poste à Managua, cette session sera aussi la plus importante, dans la mesure où elle permettra d'évaluer la volonté réelle de dialogue et de négociation qui anime les deux pays.

Selon les observateurs à Managua, l'opportunité d'une rencontre entre le président Reagan et le chef de l'Etat nicaraguayen, le commandant Daniel Ortega Saavedra, pourrait figurer à l'ordre du jour de la rencontre de Manzanillo. Les dirigeants sandinistes n'écarteraient pas, en effet, une telle éventualité. Le commandant Ortega avait d'ailleurs récemment estimé qu'une entrevue avec M. Reagan serait bénéfique.

Un porte-parole de la Maison-Blanche, M. Martin Fitzwater, a cependant déclaré dimanche qu'il n'existe aucun plan de rencontre au sommet entre le président Ronald Reagan et le président élu du Nicaragua.



(Laserphoto AP)

Pour sauver l'espèce

21 girafes ont été transportées du Kenya vers un vaste parc de Tampa, Floride, pour aider à protéger l'espèce contre la disparition totale.

**LOCATION
TELEVISION
VIDEO**

569-9963

- TARIFS réduits à long terme
- APPAREILS vérifiés

910, KING O., SHERBROOKE

VIDEOTECH INC.